

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES
BOUCHES-DU-RHÔNE**

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

15 Décembre 2017

OBJET : Demande de garantie d'emprunt formulée par l'association OGEC Saint-Joseph.

Opération : Travaux d'accessibilité/mise en conformité PMR au sein du groupe scolaire privé (école/collège) Saint-Joseph - 61, Boulevard Viala (13015 Marseille)

L'an deux mille dix-sept et le Vendredi quinze Décembre, à quatorze heures, le Conseil départemental s'est assemblé en session ordinaire dans le lieu accoutumé de ses séances, sous la présidence de Madame Martine VASSAL.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Martine AMSELEM, Sylvia BARTHELEMY, Rébia BENARIOUA,
Sabine BERNASCONI, Solange BIAGGI, Patrick BORE, Jean-Pierre BOUVET,
Danièle BRUNET, Marie-Pierre CALLET, Laure-Agnès CARADEC,
Sylvie CARREGA, Corinne CHABAUD, Sandra DALBIN, Brigitte DEVESA, Anne DI
MARINO, Maurice DI NOCERA, Jean-Claude FERAUD, Gérard GAZAY,
Bruno GENZANA, Jacky GERARD, Valérie GUARINO, Jean-Noël GUERINI,
Haouaria HADJ-CHIKH, Rosy INAUDI, Henri JIBRAYEL, Claude JORDA,
Nicole JOULIA, Nicolas KOUKAS, Eric LE DISSES, Lucien LIMOUSIN,
Véronique MIQUELLY, Yves MORAINÉ, Lisette NARDUCCI, Benoît PAYAN, Jean-
Marc PERRIN, Henri PONS, Christiane PUJOL, Marine PUSTORINO,
René RAIMONDI, Aurore RAOUX, Didier REAULT, Maurice REY, Denis ROSSI,
Michèle RUBIROLA, Patricia SAEZ, Thierry SANTELLI, Evelyne SANTORU-JOLY,
Geneviève TRANCHIDA, Martine VASSAL, Jean-Marie VERANI,
Frédéric VIGOUROUX

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Gérard FRAU donne procuration à Claude JORDA,
Richard MALLIE donne procuration à Sandra DALBIN,
Christophe MASSE donne procuration à Geneviève TRANCHIDA,
Danielle MILON donne procuration à Patrick BORE,
Lionel ROYER-PERREAUT donne procuration à Marine PUSTORINO,
Josette SPORTIELLO donne procuration à Benoît PAYAN

ÉTAIT ABSENT :

Hélène GENTE-CEAGLIO

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES
BOUCHES-DU-RHÔNE**

SEANCE PUBLIQUE DU 15 Décembre 2017
ADMINISTRATION GENERALE
RAPPORTEUR(S) : M. DIDIER REAULT

DÉLIBÉRATION

**OBJET : Demande de garantie d'emprunt formulée par l'association OGEC Saint-Joseph.
Opération : Travaux d'accessibilité/mise en conformité PMR au sein du groupe scolaire privé (école/collège) Saint-Joseph - 61, Boulevard Viala (13015 Marseille)**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, réuni en Séance Publique le 15 Décembre 2017 dans l'Hôtel du Département à Marseille, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

A décidé :

Article 1 : Le Département des Bouches-du-Rhône accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 350 000,00 € souscrit par l'association OGEC Sain-Joseph, ci-après l'Emprunteur auprès du CIC-Lyonnaise de Banque. Ce prêt est destiné à financer les travaux d'accessibilité/mise en conformité PMR au sein du groupe scolaire privé (école/collège) Saint-Joseph situé au 61, Boulevard Viala dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 2 : Les caractéristiques financières du prêt que cet organisme envisage de contracter sont les suivantes :

- Montant : 350 000,00 €
- Montant du capital garanti : 175 000,00 €
- Durée de la période d'amortissement : 180 mois
- Index : taux fixe
- Taux d'intérêt : 1,68% l'an
- Périodicité des échéances : mensuelle
- Type d'échéance : constante
- Amortissement : progressif

Article 3 : La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 4 : Sur notification de l'impayé par lettre simple du CIC-Lyonnaise de Banque, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : Le Conseil départemental s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 6 : La validité d'utilisation de la garantie sera de deux ans à partir de la date de délibération du Conseil départemental. L'organisme dispose ainsi d'une période de vingt-quatre mois pour contracter les emprunts visés à cette délibération (hors période de versement des fonds par le prêteur). Passé ce délai, l'organisme perdra le bénéfice de sa garantie sur le reliquat de l'emprunt non réalisé.

Article 7 : Le Conseil départemental autorise la Présidente du Conseil départemental ou son représentant à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le prêteur et l'organisme.

La signature de la convention de garantie correspondante est autorisée.

A l'unanimité

ADOPTE

**Pour la Présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône
et par délégation**

Signé

Nathalie Tarrisse

Directrice

du Service des Séances de l'Assemblée